

Baisse de la natalité : un enjeu social, économique et... politique¹

par

Gérard-François Dumont, Professeur émérite, Sorbonne Université, Président de la revue Population & Avenir², Jacques de Larosière, ancien gouverneur de la Banque de France, ancien directeur général du FMI et Alix Pany, directrice solidarités du Fonds du bien commun

Les derniers chiffres de l'Insee publiés fin janvier confirment que la fécondité en France continue de diminuer, atteignant, en France métropolitaine, un plus bas historique de 1,64 enfant par femme en 2023 contre près de 2 en 2014.

Au-delà de la donnée brute, ce chiffre, bien en deçà du seuil de remplacement des générations (2,1 enfants par femme) est lourd de sens pour l'économie française. À commencer par la fragilisation à long terme de notre modèle social : la dénatalité diminue la population active, qui finance notamment les retraites. Pourtant, avec des générations âgées plus nombreuses, d'autant que l'espérance de vie augmente, le nombre de bénéficiaires de pensions ne cesse de s'accroître. Les dépenses liées aux retraites, à la maladie et à la perte d'autonomie représentent en effet les trois quarts des dépenses de protection sociale. Or, pour le seul régime général de retraites, le rapport démographique entre le nombre de cotisants et de retraités est passé de 3 en 1976 à moins de 1,4 depuis 2012. Quant au rapport tous régimes, certes un peu moins défavorable, à 1,7 en 2024, il pourrait, selon la projection moyenne, diminuer à 1,4 au milieu des années 2040.

Le Haut-Commissaire au Plan, François Bayrou, le rappelait récemment : « La France a sans doute plus besoin encore que ses voisins d'une démographie dynamique car son modèle social repose, pour beaucoup, sur la solidarité entre les générations ».

Toujours dans les effets à moyen et long terme, l'étude des Finances publiques au fil des décennies démontre la corrélation entre la natalité et l'engagement de l'État envers les parents. « La politique familiale que mène l'État a un impact sur le taux de natalité », a d'ailleurs souligné la ministre des solidarités, Aurore Bergé le 6 octobre dernier.

Dans les effets de plus court terme, l'arrivée d'un enfant a des conséquences sur l'économie d'un pays, dès avant sa naissance : hausse moyenne de 490 euros des dépenses du ménage par mois, ce qui représente environ 20 % de ses dépenses³, parmi lesquelles 239 euros pour la consommation⁴ etc.

¹ Ce texte est la version initiale de la tribune réduite publiée par le quotidien *Les Échos* sous le titre « La chute de la natalité est un problème grave ; il faut y répondre » le 17 janvier 2024.

² <https://www.population-et-avenir.com/shop/abonnement-annuel/abonnement-revue-population-avenir/>

³ Insee (données 2011, publication Drees 2015).

⁴ Observatoire E. Leclerc, 2019.

La France a longtemps été considérée comme un exemple au sein de l'Union européenne, avec une fécondité restée 20 % supérieure à la moyenne. Ainsi, sa population active a pu continuer d'augmenter tandis que celle de l'Allemagne diminuait. Autre exemple, lors de la recomposition du Parlement européen après le Brexit, la France avait gagné cinq sièges tandis que l'Allemagne n'en gagnait aucun⁵.

La natalité française était le résultat d'un équilibre entre une politique d'universalité de la contraception, donc de la possibilité pour chaque femme ou chaque couple de choisir de ne pas avoir un enfant ou un enfant supplémentaire, instituée par l'État au fil de différentes lois (1967, 1975, 1983) et, en contrepoint, une politique familiale transpartisane dont les acquis étaient globalement maintenus au fil des alternances politiques : universalité des allocations familiales, quotient familial, lisibilité des moyens des communes pouvant déployer des politiques familiales municipales pérennes...

Cette balance s'est largement déséquilibrée depuis le milieu des années 2010, et la chute de la fécondité était prévisible en conséquence. Au nombre des mesures qui ont accéléré ce déséquilibre, on peut citer la fin de l'universalité des allocations familiales le 1^{er} juillet 2015, la baisse continue du quotient familial, la politique malthusienne du logement dont les effets négatifs sont attestés par une baisse très importante des mises en chantier, la baisse de l'indemnisation du congé parental couplé avec de fortes contraintes, la diminution ou le gel des dotations des collectivités territoriales entraînant la chute des investissements dans les systèmes de garde des enfants, etc.

La réduction drastique de l'offre de politique familiale dans laquelle les Français avaient confiance a engendré une inégalité dont les premières victimes ont été les familles modestes qui auparavant, disposaient de possibilités réelles de congé parental avec garantie de retour en activité professionnelle et d'une plus grande liberté en termes de logement avec, par exemple, un prêt à taux zéro non limité à des logements collectifs. Ces multiples décisions ont inévitablement eu un impact direct sur la capacité à accueillir et élever de nouveaux enfants, en affectant le pouvoir d'achat, la possibilité d'avoir un logement plus grand et la conciliation entre vie professionnelle et familiale.

Pour mesurer pleinement l'impact économique de ce nouveau déséquilibre, des conséquences indirectes seraient à prendre en compte également : les cellules familiales sont le lieu premier de l'exercice des solidarités entre les personnes et générations. Par un jeu de vases communicants, la disparition progressive des politiques familiales a poussé à un transfert des solidarités vers la société, *via* des politiques sociales lourdes pour les budgets publics. En 1973, les dépenses de prestations sociales représentaient en France seulement 18,3 % du PIB, 31,6 % aujourd'hui. Face aux raboutages de la politique familiale qui exerçait un rôle préventif des difficultés sociales des familles, un système se voulant curatif a dû être développé. Par exemple, les centres communaux d'action sociale, qui accueillent principalement des personnes qui ne bénéficient pas de solidarité intrafamiliale, en sont une illustration.

Si les effets de la chute de la natalité sont sensibles sur l'économie, les causes en sont claires. En conséquence, les solutions possibles le sont tout autant.

⁵ Dumont, Gérard-François, « La population de l'Union européenne : caractéristiques, prospective et enjeux géopolitiques », *Les analyses de Population & Avenir*, n° 10, décembre 2019.
<https://doi.org/10.3917/lap.010.0001>

Le désir exprimé d'enfant des Françaises est bien au-dessus de l'indice de fécondité : plus de 2,3 enfants par personne selon les enquêtes réalisées périodiquement⁶. Pour inverser la tendance actuelle, la clef réside donc dans la confiance des familles. Pour la regagner, le Gouvernement doit s'engager à les accompagner sur le long terme pour permettre de répondre à ce désir d'enfants. Un engagement public raisonné pourra permettre de répondre à des enjeux majeurs, au premier rang desquels se trouve la sauvegarde de notre modèle social.

Janvier 2024

⁶ Par exemple, l'étude Kantar pour l'UNAF, 2023, auprès d'adultes de plus de 15 ans.